

« La France gesticule... mais ne dit rien »

Iran, Syrie, Russie, Israël-Palestine : la diplomatie française semble s'être placée à la remorque des néoconservateurs américains.

Réagissant de façon brouillonne aux événements les plus médiatisés, elle y répond par des interventions armées et des leçons de morale.

M. Dominique de Villepin, qui inspira l'opposition de la France à la guerre d'Irak, récuse cette orientation générale. Et il suggère un autre cap.

par **Dominique de Villepin,**

Le Monde Diplomatique, décembre 2014

La France est mal dans sa peau. Elle est tentée de se détourner de la politique étrangère d'indépendance, d'influence et d'équilibre incarnée par le gaullisme, au profit de l'affirmation progressive d'une ligne militariste, moralisatrice et occidentaliste.

Militariste, non tant parce que la France multiplie les interventions, en Libye, au Mali, en Centrafrique ou en Irak, car le premier mouvement peut être légitime, mais surtout parce qu'elle les mène en première ligne, parfois seule, sans réelle stratégie. Trop souvent, pour quelques heures, la certitude de l'impuissance laisse place, dans une étrange unanimité, à l'illusion de la victoire. Au scandale d'images intolérables, la logique médiatique substitue le spectacle de la guerre.

La morale en est la justification. La panoplie de réponses aux crises se réduit au triptyque condamnation, sanction, exclusion. La morale remplit le vide laissé par la diplomatie, fragilisée en régime démocratique par la difficulté à accepter la raison d'Etat, le secret et l'affirmation d'intérêts

supérieurs nationaux. Nous ne parlons qu'à ceux qui nous ressemblent et rejetons tous les autres — ainsi de l'Iran et de la Russie — au risque d'encourager une spirale d'isolement et une dérive autoritaire.

Enfin, l'occidentalisme sert de fondement à cette morale. Il a rattrapé l'exception française. Bien des Français semblent se vivre désormais en avant-poste d'une civilisation déclinante et volontiers alignés sur les Etats-Unis, « leader du monde libre », au point de devancer leurs désirs.

Au fond, nous assistons à un retour à Guy Mollet, à l'expédition de Suez et à l'alignement atlantiste. Retour qui poursuit la III^e République de Fachoda, ou le Second Empire du Mexique ou de Crimée (1). A chaque période son illusion, son grand bruit qui cache un profond silence. La France gesticule, mais ne dit rien. Les gouvernants n'y sont pas pour grand-chose, car cette surenchère est le symptôme des moments de doute existentiel, de repli sur la défensive — l'humiliation de la perte de l'Alsace-Lorraine en 1870 et la fragilité de la jeune République; la défaite de

juillet 1940 et une décolonisation difficile. Pays à fleur de peau, la France a toujours confondu les tourments du monde avec ses remugles internes.

Aujourd'hui, le drame collectif est la peur de la mondialisation. La France doute parce qu'elle se sent impuissante. L'intégration européenne impose de repenser la souveraineté nationale. La mondialisation prive un pays pétri de Colbertisme de ses leviers économiques. La démocratie médiatique favorise l'inertie, les groupes d'intérêts, la stérilité des alternances.

Un brasier identitaire relie les foyers de crise

La France doute parce qu'elle change sans maîtriser sa transformation. L'effacement des cadres collectifs familiaux, religieux ou sociaux sous la pression individualiste et consumériste a bouleversé les modes de vie en à peine quarante ans. Transformée par les migrations, la population de la France représente désormais la diversité du monde, jusqu'à ses conflits.

La France doute parce que son passé lui pèse dans un monde rajeuni. Son patrimoine, dont elle est si fière, la rend immobile quand sa mémoire, dont elle a honte — pour l'esclavage, la colonisation, la collaboration —, lui donne le sentiment d'être exposée aux haines.

C'est d'autant plus tragique que le bouleversement du monde exacerbe

les enjeux d'identité et remet en jeu le rôle de chacun.

Dans le basculement vers la multipolarité se joue la reconnaissance du rang des nouvelles grandes puissances. Or celles-ci sont le plus souvent de vieilles nations humiliées, soucieuses de ne rien céder, comme la Chine sur les conflits territoriaux de la mer de Chine, la Russie sur l'Ukraine orientale et les confettis de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), ou encore l'Inde sur le Cachemire.

Accentuant les interactions et les interdépendances, la mondialisation numérisée dissout aussi les États-nations, les laissant en proie aux hystéries raciales, confessionnelles, linguistiques, claniques, à l'instar de l'islamisme, des populismes européens, des ultranationalismes chinois ou japonais ou du séparatisme russophone d'Ukraine. Les États faillis ou menacés par l'implosion, comme en Libye, en Irak, en Syrie, se multiplient du Sahel à l'Asie du Sud-Est. Ce brasier identitaire relie les foyers de crise dans la contestation d'un ordre conçu comme occidental.

Dans le même temps, l'effritement de la souveraineté, pilier de l'identité des États, a fragilisé le droit international. Au nom d'une justification morale allant de la responsabilité de protéger au changement de régime, l'unilatéralisme américain s'est affranchi en 2003 des règles du droit. La Russie a ouvert une nouvelle brèche en Crimée au nom de

l'autodétermination des peuples en Ukraine.

Qui plus est, les Etats souverains ne maîtrisent plus le jeu seuls, mis au défi à des titres divers par de gigantesques entreprises globales capables de produire des normes, pour Internet ou la finance, mais aussi par les organisations non gouvernementales (ONG), le crime organisé ou les activistes sans frontières, de WikiLeaks à Greenpeace. Résultat, nous sommes dans un monde sans règles, imprévisible, où l'emportent des acteurs qui, par double jeu, sens du secret ou folie furieuse, peuvent renverser la table à tout instant. Nous devons changer de regard sur nous-mêmes et nous libérer de la peur qui nous pousse à nous calfeutrer. Tournons la France vers le monde. Cessons de nous focaliser sur notre rang — notre siège au Conseil de sécurité et notre dissuasion nucléaire — et renforçons notre rôle de porteur, de médiateur dans les crises et de facilitateur de dialogue. Notre identité, ce n'est pas la défense de l'ordre établi, c'est notre conscience aiguë de la nécessité de construire une communauté universelle où chaque vie compte.

Notre richesse, c'est notre ouverture, c'est-à-dire la francophonie, l'apport des outre-mers, l'Europe, la culture. Cela signifie refonder notre politique étrangère en en faisant une diplomatie des peuples qui tisse des liens et des réseaux au moyen des communautés locales, des institutions scolaires, des think tanks ainsi que des milieux associatifs, une diplomatie

démocratique équilibrant les relations d'Etat à Etat et les relations de peuple à peuple. Une diplomatie capable de prendre racine dans les interstices du monde.

Au cœur de notre engagement, nous devons placer les crises. Réagir ne suffit pas. Face à l'aggravation des crises, de la menace d'une troisième Intifada à l'embrasement cyclique de l'Ukraine, nous devons traiter les causes politiques, trop souvent oubliées, la place des Touaregs au Mali ou des sunnites en Irak.

Sortir de la réaction pavlovienne, prévisible et à courte vue qui prévaut exige une méthode et des principes : respect de la légalité internationale, fût-elle décevante ; usage de la force en ultime recours ; responsabilisation prioritaire des acteurs régionaux. La clé, c'est la priorité à la politique, dont découlent l'exigence du dialogue, y compris avec des acteurs que nous désapprouvons, et l'exigence du processus, fondé sur des calendriers, des contacts continus, des étapes en vue d'un compromis. Mais la singularité française dans un monde qui pense trop souvent à plat et au présent, c'est aussi de prendre en compte l'histoire, la géographie, la culture.

Par exemple, en Irak et en Syrie, l'Organisation de l'Etat islamique (OEI) présente le visage d'un acteur opportuniste à vocation totalitaire, allié de circonstance de sunnites terrifiés par les milices chiites et en quête de légitimité à travers une réponse du faible au fort, qui s'est taillé un territoire dans les lambeaux

du Proche-Orient en instrumentalisant l'islam. Dès lors, la « guerre contre le terrorisme » est une erreur majeure. Elle légitime l'OEI en lui donnant une visibilité mondiale, solidarise les populations sunnites autour d'elle et déresponsabilise les Etats de la région, tout à leurs arrière-pensées, d'Ankara à Riyad.

Il faut une stratégie d'asphyxie de longue haleine. Asphyxie financière des revenus du pétrole, des trafics et des subsides venus du Golfe. Asphyxie territoriale par l'endiguement de l'expansion de l'OEI, à travers l'appui aérien prodigué aux Kurdes d'Irak et de Syrie, aux Jordaniens et aux Libanais. Asphyxie politique, enfin et surtout, en la privant de soutiens. En Irak, cela signifie non seulement un gouvernement d'union nationale, mais une réforme constitutionnelle pour donner plus de place aux sunnites dans l'administration et dans l'armée. En Syrie, cela signifie mettre fin à la guerre civile devenue face-à-face de monstres, en plaidant pour une transition politique graduelle, avec de fortes garanties de la communauté internationale et des capacités d'interposition. La clé en sera une conférence régionale impliquant l'Iran, les monarchies du Golfe, la Russie.

La négociation sur la prolifération nucléaire en Iran est à un tournant. Nous étions parvenus en 2003-2005, en nous mobilisant avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, au seul accord significatif à ce stade. L'accord intérimaire de novembre et sa prolongation ont été des signes

positifs. A l'heure où ce texte est écrit, un accord définitif est difficile à finaliser, tant à cause de la prise de contrôle du Congrès américain par les républicains et de la situation du Proche-Orient scellant l'échec des Etats-Unis dans la région qu'en raison de l'état de santé du Guide suprême Ali Khamenei. Pourtant, les bases techniques d'un accord existent, sur le réacteur d'Arak et y compris sur le nombre de centrifugeuses que l'Iran pourrait mettre en service. L'arrêt des négociations constituerait un danger majeur, car l'Iran est un partenaire indispensable pour l'équilibre régional. Il importe avant tout de trouver une place à sa mesure à cette civilisation millénaire, passerelle entre les mondes.

Troisième grande crise, l'Ukraine, nation divisée et Etat quasi failli, dépendant de la Russie pour son gaz et de l'Europe pour son commerce. Que signifiait l'Euromaïdan (2)? Avant tout le ras-le-bol populaire vis-à-vis des élites corrompues, du marasme économique et de l'inefficacité de l'administration. Le rapprochement avec l'Europe promettait le redressement national, non le rejet de la Russie. C'était compter sans la spirale de méfiance entre Occidentaux et Russes depuis la « révolution orange » de 2004 et la « guerre du gaz » de 2009, envenimée par le jeu singulier des Etats-Unis et par la division des Européens. Pour un empire humilié depuis la chute de l'URSS et en quête de revanche symbolique, l'accord d'association de l'Ukraine à l'Union européenne, mal

présenté et doublé des craintes liées à l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), créait une situation inacceptable. L'Ukraine est trop importante pour pouvoir devenir un conflit gelé. Notre seule issue aujourd'hui, comme je l'ai dit au président Vladimir Poutine récemment, c'est de renouer le dialogue à travers la création d'un groupe de contact rassemblant durablement l'Ukraine, la Russie, le triangle de Weimar — Allemagne, France, Pologne —, le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour mener une négociation complète et graduelle, tant sur la réforme constitutionnelle de l'Ukraine que sur sa neutralité militaire, son redressement économique et sa reconstruction administrative et judiciaire.

Sortir du doute par l'action

Sachons aussi nous doter d'une vision sur les zones-clés du monde de demain.

Le Proche-Orient traverse depuis près de trente ans une crise de modernisation historique où s'affrontent les nationalistes laïques issus des décolonisations, les islamistes refusant la modernité occidentale et enfin la jeunesse des classes moyennes, soucieuse de libertés démocratiques, d'égalité des chances et d'ouverture sur le monde. L'Europe et le Proche-Orient sont des mondes en miroir, habitués à se définir l'un contre l'autre, destinés à vivre l'un avec l'autre. Pourtant l'Europe a par son inconstance

aggravé la situation en Afrique du Nord et au Proche-Orient, tantôt se substituant aux révolutionnaires du « printemps arabe », tantôt se réfugiant auprès des régimes autoritaires par crainte des islamistes. La transition ne peut être que longue et douloureuse. Elle exige l'accompagnement économique et politique de l'Europe, au-delà des promesses non tenues du partenariat de Deauville (3). Pour la France, l'enjeu est de taille, car sa population originaire d'Afrique du Nord est importante et sa mémoire reste mutilée depuis la guerre d'Algérie.

Nous ne pouvons assister silencieux au pourrissement continu du conflit israélo-palestinien qui gangrène l'ensemble de la région. Vingt ans durant, la communauté internationale a eu le souci de maintenir coûte que coûte la fiction d'une négociation autour de la solution à deux Etats, alors que celle-ci s'éloignait de plus en plus dans les esprits comme dans les réalités, à travers le terrorisme et à travers la colonisation. Aujourd'hui, au lendemain de bombardements intenses de Gaza par l'armée israélienne à l'été 2014, il est temps que la communauté internationale se mette en situation d'imposer la paix, par l'acceptation de l'adhésion de la Palestine à la Cour pénale internationale, par la reconnaissance pleine de l'Etat de Palestine à l'Organisation des Nations unies (ONU), et plus encore par un plan de paix imposé aux parties sur les bases des accords d'Oslo avec des capacités

d'interposition et d'administration internationales.

L'Afrique est le deuxième espace-clé pour la France de demain, ne serait-ce qu'en raison de sa jeunesse et de sa démographie, qui en feront un continent de deux milliards de personnes en 2050, dont de très nombreux francophones, et la principale zone de croissance mondiale. Tout est à construire pour un codéveloppement efficace, pour un partenariat appuyé sur les organisations régionales et les pays les plus solides. Au lieu de quoi nous laissons d'autres puissances accompagner l'essor économique du continent, tout en menant une politique d'intervention militaire tous azimuts pleine d'ambiguïtés. Là comme ailleurs, il faut dire « politique d'abord », comme nous avons eu à cœur de le faire avec Jacques Chirac pour la Côte d'Ivoire avec les accords de Marcoussis, en favorisant les gouvernements d'union nationale, les garanties constitutionnelles pour les minorités et pour les oppositions politiques, en apportant un soutien concret, financier et humain à l'administration efficace des Etats.

Le troisième espace est l'Asie, car là se joue la confrontation stratégique à venir entre les Etats-Unis et la Chine, bien qu'atténuée par leur dépendance économique mutuelle. Le choc commercial entre le grand marché transatlantique (GMT), articulé autour des Etats-Unis, et le partenariat économique régional intégral (Regional Comprehensive Economic Partnership, RCEP), organisé autour

de la Chine, mobilise près de la moitié de la population comme du commerce mondial (4). Les deux puissances se toisent à travers leurs stratégies d'endiguement et d'esquive, « collier de perles » américain contre route de la soie maritime proposée par Xi Jinping. S'ajoutent des conflits régionaux irrésolus, nés de mémoires à vif avec le Japon et du nationalisme exacerbé d'un régime soucieux d'unité face au ralentissement de la croissance. Le rétablissement des liens diplomatiques avec Pékin par le général de Gaulle dès 1964 conserve à la France une aura de singularité, mais pour combien de temps? Evitons que la France ne prenne le sillage des Etats-Unis, là aussi. Profitons de l'évolution d'une Chine qui s'ouvre au monde et qui désire prendre davantage de responsabilités, sur la crise d'Ebola, sur le défi climatique, sur la coopération contre le terrorisme.

Comment incarner notre politique étrangère? Dans le destin des nations comme dans la vie des individus, la question de savoir qui l'on est n'est jamais plus angoissante que lorsque l'on ne sait plus quoi faire. C'est par l'action que nous sortirons du doute.

Au lieu de nous fantasmer au passé, soyons pleinement nous-mêmes : une démocratie, dans un monde où la démocratie n'est pas — et peut être de moins en moins — une évidence; un pays européen, dans une Europe de moins en moins sûre de son destin; une culture universaliste, dans un monde qui a perdu les clés de l'universel. Au cœur du destin français, il y a l'idée de progrès. Il y a

deux siècles d'inventions, de découvertes, d'entreprises françaises, un modèle social sans cesse enrichi depuis le Conseil national de la Résistance. Le progrès est l'âme de notre vision de la culture, de Condorcet à Malraux en passant par Hugo, celle d'une amélioration de l'humanité par l'avancement des arts et des sciences. Pour nous, pays d'histoire et d'espoir, croire au progrès, c'est refuser à la fois l'ordre établi et le désordre stérile.

On ne sera pas surpris que la France doute, car dans le monde entier le progrès technologique a substitué le progrès des choses au progrès des hommes. La culture est désormais soit un patrimoine, soit une marchandise, le bien-être une contrainte économique et la démocratie libérale un horizon indépassable.

Retrouvons le chemin du progrès, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Progrès de l'idée européenne, d'abord. L'Europe, si elle cesse d'avancer, chute. Aujourd'hui, elle a cessé en même temps de s'élargir et de s'approfondir. Elle se défait dans la crise de l'euro. Elle se crispe sur ses frontières, inquiète de voisins instables ou autoritaires. Les peuples rejettent les règles de Bruxelles, faute de validation démocratique suffisante. La relation construite après guerre avec la petite Allemagne de Bonn ne peut être la même qu'avec l'Allemagne réunifiée et renforcée à la fois par sa puissance économique et par l'élargissement oriental de l'Union européenne. Désormais devenue le

centre naturel de l'espace économique européen, l'Allemagne ne désire pas en assumer la direction politique. Je propose depuis longtemps un traité fondateur d'une union franco-allemande, rapprochant les politiques, les institutions, les législations. Commençons par un marché unique de l'emploi et de la formation que d'autres pays pourraient par la suite rejoindre, formant le noyau d'une Europe constituée de cercles plus ou moins intégrés — zone euro, Union européenne, large pôle paneuropéen articulant avec l'Europe la Russie, la Turquie, l'Afrique du Nord — afin de peser ensemble dans le monde multipolaire.

L'Europe a les clés pour sortir de la spirale déflationniste, à condition d'une politique volontaire de la Banque centrale européenne (BCE), d'une revalorisation salariale en Allemagne et d'un plan européen d'investissement productif, dans les infrastructures et l'innovation. L'harmonisation fiscale — en priorité l'impôt sur les sociétés — et sociale — une assurance-chômage communautaire pour les jeunes actifs — est indispensable. La création d'universités européennes dans chacun des pays membres permettrait l'unification progressive des systèmes universitaires. Enfin, la pleine responsabilité de la Commission devant le Parlement européen ou l'élection au suffrage universel direct du président du Conseil européen seront des gages de démocratie européenne.

Impossible de peser dans le monde des géants sans une politique étrangère et de défense commune. En matière de défense, des avancées pragmatiques comme une centrale d'achat pour les armements et un état-major commun sont la condition de notre indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, dont les intérêts divergent de plus en plus des nôtres avec leur «pivot asiatique». L'OTAN est le verrou. J'étais opposé à ce que la France réintègre le commandement intégré (5). Mais, puisqu'il est impossible de revenir sur cette décision sans donner l'image d'une France dansant d'un pied sur l'autre, posons nos conditions : un rééquilibrage du poids de l'Europe et de celui de l'Amérique du Nord, un partage équitable des postes, une mission avant tout défensive du pacte.

Reste un défi vital : inventer une diplomatie de l'âge démocratique. Car la démocratie est à la fois contestée et impuissante. Contestée par l'émergence d'une oligarchie mondiale déconnectée des peuples et par la montée en puissance de régimes personnalisés, autoritaires, offrant dans les vents de la mondialisation un refuge communautaire national, comme en Russie, en Chine et même dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. Impuissante, elle l'est à la fois dans son action extérieure, car les alternances et le poids des opinions publiques rendent nos démocraties court-termistes, versatiles et moralisatrices, et à l'intérieur, car elles se sont figées et, trop souvent dominées par l'argent et les

reproductions sociales, ne semblent ni vivantes ni généreuses. En 1989, les démocraties occidentales ont fait un double contresens. Elles ont cru qu'elles avaient gagné la guerre froide, alors que c'étaient les dissidents qui l'avaient gagnée de l'intérieur, à l'usure. Elles ont cru qu'elles étaient indépassables et se sont assoupies sur leurs lauriers, faute de rival à la hauteur.

Une nouvelle diplomatie démocratique, c'est d'abord une diplomatie qui assume l'attractivité de nos démocraties, notamment européennes. Regardons la carte des dernières années. Les «indignés», les «Occupy», les «printemps» ont fleuri à travers le monde entier, sous la poussée conjointe de la montée des classes moyennes et du coup de frein de la crise économique, mais ils n'ont mené à la chute de gouvernements et de régimes que dans un cercle précis, celui du voisinage européen. Ce n'est pas un hasard, mais la trace de l'influence européenne, même involontaire, et le signe de l'impuissance des Européens à accompagner et canaliser les changements démocratiques à ses portes. Pourquoi également l'indignation n'est-elle que pour les autres, pourquoi avoir si peu tenu compte des revendications démocratiques ici? La leçon à en tirer, c'est que notre exemplarité compte davantage que les leçons de morale. Nous ferons davantage pour la démocratie à l'est de l'Europe par une Ostpolitik fondée sur le dialogue, l'ouverture et l'exemplarité de nos

démocraties que par une logique de guerre froide qui ne sert que les intérêts américains.

Une diplomatie à l'âge démocratique exige également de nouveaux moyens. Puisqu'elle ne peut s'appuyer sur le secret et sur les logiques d'intérêt, elle doit faire de la pression de ses opinions publiques une force, quand elle est aujourd'hui une faiblesse. Il faut enrichir les diplomaties de peuple à peuple, pour redonner du souffle à une politique étrangère trop souvent limitée à un passe-temps présidentiel. Donnons-lui davantage de force et d'unité à travers un Conseil de sécurité nationale mobilisant et coordonnant l'ensemble des acteurs. C'est de notre avenir collectif qu'il s'agit, et c'est pourquoi il faut un débat national, continu, pluraliste. C'est dans le monde que se joue notre vie nationale, à l'heure du redressement économique et de la nécessaire « remondialisation » d'une France en perte d'élan économique, de compétitivité, de confiance. Fixons le cap et mettons ensuite tous nos atouts au service de cette mission : notre personnel diplomatique de qualité, nos lycées français, nos universités et nos grandes écoles, notre modèle social. Soyons fidèles à notre génie particulier, à la marque de fabrique française : sur les crises et la paix, pays modérateur, facilitateur de dialogue, médiateur; sur la vision de l'homme, pays d'innovation économique, de développement social et humain, dans l'éducation, dans la santé, pays de culture et d'ouverture.

Dominique de Villepin

Ancien premier ministre (2005-2007) et ancien ministre des affaires étrangères (2002-2004).

- (1) NDLR. Entre 1853 et 1856, lors de la guerre de Crimée, la France de Napoléon III aidée de ses alliés (l'Empire ottoman, le Royaume-Uni et le royaume de Sardaigne) affronte la Russie. Puis elle intervient au Mexique en 1861 pour y instaurer un régime ami; vaincue, elle quitte le pays en 1867. Enfin, en 1898, la France est défaite à Fachoda (Soudan) par les troupes britanniques, ce qui donne un coup d'arrêt à ses ambitions impériales en Afrique (*toutes les notes sont de la rédaction*).
- (2) Lire Sébastien Gobert, « **L'Ukraine se dérobe à l'orbite européenne** », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.
- (3) Lire Ibrahim Warde, « **Un plan Marshall sans lendemain pour les "printemps arabes"** », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.
- (4) Lire Martine Bulard, « **Libre-échange, version Pacifique** », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.
- (5) La France a quitté le commandement intégré de l'OTAN en 1966. Elle l'a réintégré en 2009 pendant la présidence de M. Nicolas Sarkozy.